

**ASSOCIATION CARREFOUR POUR LE TRAVAIL ET POUR L'INTEGRATION,  
VECTEURS CONTRE L'EXCLUSION**

Association

Siège social : 2 Rue Thomas Edison - 57070 METZ

---

**- RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**  
**Exercice clos le 31 décembre 2025**



## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

A l'Assemblée Générale de l'Association « ASSOCIATION CARREFOUR POUR LE TRAVAIL ET POUR L'INTEGRATION, VECTEURS CONTRE L'EXCLUSION »,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'« ASSOCIATION CARREFOUR POUR LE TRAVAIL ET POUR L'INTEGRATION, VECTEURS CONTRE L'EXCLUSION », relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

### Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les paragraphes suivants de l'annexe des comptes annuels :

- Le paragraphe « 2.1. Principes généraux » qui expose les modalités d'application au 1<sup>er</sup> janvier 2025 du règlement n°2022-06 dit de « Modernisation des Etats financiers » de l'Autorité des Normes Comptables.
- La note « Comptes des mandants dans une association tutélaire » du paragraphe « 2.2. Autres principes » qui expose le nouveau traitement comptable des avoirs des majeurs protégés à l'issue d'une position de l'Autorité des Normes Comptables du 8 décembre 2025.

### Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 821-53 et R. 821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.



**Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels au 31 décembre 2025**  
**« Association Carrefour pour le Travail et pour l'Intégration, Vecteurs contre l'Exclusion »**

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

A la date de nos rapports, le rapport moral et financier ne nous ayant pas été communiqué, nous n'avons pas été en mesure de procéder à la vérification de ce document en vue de nous assurer de sa sincérité et sa concordance avec les comptes annuels adressés aux membres.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre le Conseil d'Administration.

**Responsabilité du commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son



**Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels au 31 décembre 2025**  
**« Association Carrefour pour le Travail et pour l'Intégration, Vecteurs contre l'Exclusion »**

exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité de l'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

▪ Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Thionville  
Le 3 juin 2026

NEXIOM AUDIT

Vincent ZEINER  
Commissaire aux comptes

ACTIVE

Actif		Au 31/12/2025			Au 31/12/2024
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	Montant net
Frais d'établissement (I)					
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires <sup>(1)</sup>	13 081	13 081		
Actif immobilisé	Immobilisations corporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
	TOTAL	13 081	13 081		
	Terrains				
Actif immobilisé	Constructions				
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	189 488	136 712	52 776	41 774
	Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
	TOTAL	189 488	136 712	52 776	41 774
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Actif immobilisé	Immobilisations financières				
	Participations	3 500		3 500	3 500
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	21 517		21 517	21 517
Actif immobilisé	Prêts				
	Autres immobilisations financières	8 450		8 450	8 450
	TOTAL	33 467		33 467	33 467
	TOTAL (II)	236 037	149 793	86 244	75 241
Actif circulant	Stocks et en cours				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 401		2 401	1 590
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	49 654	10 536	39 118	36 801 715
Actif circulant	Charges constatées d'avance	17 884		17 884	16 548
	TOTAL	69 940	10 536	59 404	36 819 854
	Divers				
	Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Actif circulant	Disponibilités	953 045		953 045	906 548
	TOTAL (III)	1 022 986	10 536	1 012 450	37 726 403
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Écart de conversion et différence d'évaluation - Actif (VI)					
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)		1 259 024	160 329	1 098 694	37 801 645
Renvois	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) Dont à plus d'un an (brut)				

ACTIVE

Passif		Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Fonds propres	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	21 108	21 108
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	<b>Réserves</b>		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres réserves	725 459	578 176
	Report à nouveau	16 541	146 738
	Excédent ou déficit de l'exercice	62 489	67 098
	<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>825 598</b>	<b>813 122</b>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
<b>Total (I)</b>		<b>825 598</b>	<b>813 122</b>
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
<b>Total (I bis)</b>			
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	26 041	25 334
<b>Total (II)</b>		<b>26 041</b>	<b>25 334</b>
Provisions	Provisions pour risques		6 158
	Provisions pour charges		
<b>Total (III)</b>			<b>6 158</b>
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <sup>(1)</sup>		15
	Emprunts et dettes financières diverses <sup>(2)</sup>	40 891	
	Instruments financiers à terme		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	50 968	78 603
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	211 714	168 532
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	5 150	1 639
	Autres dettes	-61 671	36 708 240
	Produits constatés d'avance		
<b>Total (IV)</b>		<b>247 054</b>	<b>36 957 030</b>
Écart de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)			
<b>TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)</b>		<b>1 098 694</b>	<b>37 801 645</b>
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		



ACTIVE

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	70	30
	<b>Ventes de biens et services</b>		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service		284 027
	dont parrainages		
	<b>Produits de tiers financeurs</b>		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 739 887	1 376 487
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
Charges d'exploitation	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	10 869	36 407
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Utilisations des fonds dédiés	18 517	26 190
	Autres produits	26 028	20 538
	<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>	<b>1 795 372</b>	<b>1 743 681</b>
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	368 857	342 016
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	85 299	82 029
	Salaires	958 169	956 771
	Cotisations sociales	292 686	277 667
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	18 985	17 360
	Dotations aux provisions	3 388	5 386
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Reports en fonds dédiés	19 224	11 160
	Autres charges	1 387	1 490
	<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>	<b>1 747 998</b>	<b>1 693 881</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>		<b>47 373</b>	<b>49 799</b>
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	16 492	20 053
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	<b>Total des produits financiers (III)</b>	<b>16 492</b>	<b>20 053</b>
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	<b>Total des charges financières (IV)</b>		
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>		<b>16 492</b>	<b>20 053</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>		<b>63 866</b>	<b>69 852</b>



ACTIVE

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits exceptionnels (V)	Total		317
Charges exceptionnelles (VI)	Total		2 908
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>			<b>-2 591</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)		1 377	162
<b>Total des produits (I + III + V)</b>		<b>1 811 865</b>	<b>1 764 051</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>		<b>1 749 376</b>	<b>1 696 953</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>		<b>62 489</b>	<b>67 098</b>
<b>Évaluation des contributions volontaires en nature</b>			
<b>Contributions volontaires en nature</b>			
Dons en nature			
Prestations en nature		487	379
Bénévolat		3 036	6 948
<b>TOTAL</b>		<b>3 523</b>	<b>7 327</b>
<b>Charges des contributions volontaires en nature</b>			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens		487	379
Prestations en nature			
Personnel bénévole		3 036	6 948
<b>TOTAL</b>		<b>3 523</b>	<b>7 327</b>



# 1 Descriptions de l'entité

## 1.1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

- Assurer la protection de la personne et la sauvegarde des biens de majeurs dans le cadre d'un mandat confié par le juge des tutelles ;
- Assumer, dans ce cadre, toute fonction de protection, en application notamment des dispositions du titre XI du livre premier du Code Civil et de toutes les dispositions législatives et réglementaires s'y référant ;
- Accompagner et développer l'accueil, le soutien et le conseil des familles et des aidants désignés par le majeur sous protection ;
- Défendre le droit de la personne protégée à rester, redevenir ou devenir acteur de son projet individualisé ;
- Créer, organiser ou participer au fonctionnement de services au profit des majeurs sous protection, afin de leur assurer un accompagnement social et/ou d'insertion professionnelle.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

## 1.2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi

- L'activité principale de l'Association, est l'accompagnement de majeurs protégés au sein du Service de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs, conformément à la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 réformant la protection des majeurs.
- Le Service MJPM exerce également l'activité d'Information et de Soutien aux Tuteurs Familiaux.

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

- Activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs : cette activité s'est exercée auprès de majeurs protégés par suite d'une notification judiciaire prononcée par le juge des contentieux statuant en qualité de juge des tutelles dans le département de la Moselle.
- Activité d'information et de soutien auprès des tuteurs familiaux : cette activité s'est exercée auprès de personnes en charge de la protection d'un proche notifiée par ordonnance judiciaire ou personnes susceptibles d'être nommées « tuteur » d'un parent proche, et/ou à la demande de la Direction de différents Etablissements Sociaux ou Services Médico-Sociaux en direction de leurs usagers ou des familles de ces derniers, dans le périmètre du département de la Moselle.



## 1.3 Moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par l'association ACTIVE afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

### 1.3.1 Investissements

#### 1.3.1.1 Engagés antérieurement mais terminés durant l'exercice :

- Locaux METZ / Installation électrique pour un montant de 983,40 €,
- Locaux SARREGUEMINES / Installation électrique pour un montant de 1.704 €,
- 1 imprimante scanner à METZ pour un montant de 4.619,40 €,
- 3 PC fixe pour un montant de 1.625,40 €,
- 1 caméra conférence pour un montant de 974,40 €,
- 1 fauteuil ergonomique pour un montant de 480 €,
- 1 bureau accueil, 1 armoire pour un montant de 1.598,78 €.
- 1 bureau compta, 1 armoire pour un montant de 2.915,38 €

#### 1.3.1.2 Engagés dans l'exercice mais non terminés à la clôture :

- Installation gâche électrique à YUTZ pour un montant de 756 €,
- Acquisition et installation de stores à YUTZ pour un montant total de 2.040 €,
- 2 casques pour un montant de 617,20 €,
- 4 écrans et 2 clients légers pour un montant de 1.578,62€,
- 56 écrans, 32 supports écrans et 23 clients légers pour un montant de 19.224,34€,
- 1 imprimante scanner pour un montant de 5.150,50€,
- 

#### 1.3.1.3 Engagés et terminés dans l'exercice :

- Néant.



#### 1.3.1.4 Autres moyens/dépenses engagées

La Formation des collaborateurs :

- En 2025, le nombre d'heures de formation en lien avec les activités du service s'est élevé à 1.561 heures.
- 4 CNC ont été financés dans le plan de développement des compétences à hauteur de 14 952€ de frais pédagogiques.
- 15 collaborateurs du service (MJPM et CDS) ont bénéficié d'une formation consacrée à l'éthique dans la pratique professionnelle du MJPM. Cette formation permet de conduire des groupes de réflexion éthique collégiale dans le cadre de la gestion de certaines mesures de protection complexes.
- Les MJPM du service ont bénéficié d'une 1<sup>ère</sup> phase de formation dans le cadre de la lutte contre la maltraitance et la promotion de la bientraitance. La 2<sup>ème</sup> phase de formation aura lieu dans le courant de l'année 2026.
- 2 MJPM ont bénéficié à leur demande, d'une formation permettant d'optimiser leurs écrits professionnels.
- L'animatrice du DISTF et la juriste, ont participé aux rencontres interprofessionnelles autour de la vulnérabilité des conseillers en gestion de patrimoine, notaires, avocats, MJPM et professionnels du médico-social. Cette journée est organisée par France Tutelle.
- Enfin, plusieurs MJPM et assistantes administratives du service ont bénéficié de la formation des premiers secours en santé mentale, financée par la DDETS de Moselle depuis maintenant plusieurs exercices. Les professionnels sont en effet de plus en plus confrontés aux majeurs protégés porteurs de troubles psychiatriques.



## 1.4 Faits caractéristiques d'importance significative

Les faits caractéristiques d'importance significative à signaler au titre de l'exercice clos sont les suivants :

- Le renouvellement de l'autorisation d'ACTIVE pour exercer les mesures de protection des majeurs dont 800 mesures au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice, ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans le ressort des tribunaux judiciaires de l'ensemble du département de la Moselle.
- la première application du règlement 2022-06 qui modifie le règlement ANC 2014-03 (PCG) et qui constitue un changement de réglementation comptable dont l'annexe doit faire mention.

Les autres faits à signaler sur l'exercice sont les suivants :

- Logiciel comptabilité et gestion de la paye

En fin d'année 2025, le service s'est doté d'un nouveau logiciel de comptabilité, plus moderne et permettant l'élaboration automatique du remplissage des cadres normalisés.

Notre prestataire paye ayant fait valoir son droit à la retraite, nous avons confié la gestion de la paye à l'organisme EIG également fournisseur du nouveau logiciel de comptabilité.

- Ressources humaines :

L'association a connu des mouvements de personnels sur l'exercice 2025 :

- La démission d'une DMJPM expérimentée qui a obtenu son agrément pour exercer à titre individuel,
- La démission d'une DMJPM qui a choisi de prendre une année sabbatique,
- Une salariée du service de la comptabilité MJPM bénéficie d'une retraite progressive à hauteur de 80% jusqu'à son départ effectif en retraite.

L'Association a bénéficié en 2025 :

- De la création d'un poste de DMJPM afin de pallier l'augmentation croissante des mesures sur le ressort des tribunaux de Moselle EST, à compter du 10 octobre 2025.
- De la création d'un poste d'assistante administrative du DMJPM ouvert sur l'antenne de Moselle EST à compter du 3 novembre 2025.
- De l'octroi de 0.43 ETP d'agent d'accueil permettant un recrutement à temps plein suite au départ en retraite de l'agent précédent, à compter du 14 janvier 2025.

Le versement d'une prime de partage de la valeur : pour améliorer le pouvoir d'achat de ses salariés, l'association ACTIVE a décidé d'utiliser la faculté, offerte par la loi n° 2022-1158 du 16 août 2022 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat de verser une prime de partage de la valeur exonérée de toutes charges sociales et non soumise à l'impôt sur le revenu pour toutes les structures de moins de 50 salariés.

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.



## 2 Principes et méthodes comptables

### 2.1 Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

De plus, l'autorité des normes comptables (ANC) a adopté le règlement ANC n° 2022-06 du 5 novembre 2022 modifiant le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et Règlement ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023.

Ces nouvelles dispositions sont applicables pour la première fois au comptes sociaux de l'exercice couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Ce changement de réglementation se traduit par des reclassements au sein des produits d'exploitation (reprise sur subventions d'exploitation, etc..) et des charges d'exploitation (indemnités salariales, etc..).

Les principales incidences financières et de présentation sont exposées ci-dessous :

- Le poste "charges constatées d'avance" est désormais présenté au sein du poste "créances" à l'actif du bilan
- Le nouveau règlement vise à exclure du résultat exceptionnel les opérations dont la réalisation concerne l'activité normale et courante de l'entité, sont notamment reclassés en exploitation :
  - Les postes de produits de cession d'éléments d'actif cédés et valeur nette comptables
  - Les quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence :

- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Continuité d'exploitation
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.



## 2.2 Autres principes

### Comptes des mandants dans une association tutélaire

L'avis de la CNCC 2001-31 concernant l'intégration des comptes des mandants dans une association tutélaire s'applique à compter de l'exercice 2023.

La commission des études comptables du Conseil national a considéré que les associations tutélaires qui administrent les comptes des personnes protégées dans le cadre d'un mandat doivent présenter ces comptes annuels conformément aux dispositions du plan comptable général relatives aux opérations faites pour le compte de tiers (Art. 394-1). En conséquence, les soldes des comptes bancaires des personnes protégées doivent figurer à l'actif du bilan sous une rubrique « comptes gérés des tiers particuliers » avec leur contrepartie au Passif.

Aussi, l'association a-t-elle mis en œuvre cette disposition à compter des comptes 2023.

En 2025, la Compagnie nationale des commissaires aux comptes (CNCC) a saisi l'ANC sur ce traitement comptable des avoirs des majeurs protégés dans les comptes annuels des associations tutélaires. La conclusion de cette saisine qu'en application de l'article 621-11 du PCG (alinéa 1) : « ...l'application de cet article ne conduit pas à comptabiliser les avoirs de la personne protégée, en particulier le compte de trésorerie ouvert au nom du protégé, ni par ailleurs ses dettes, au bilan de l'association ».

Aussi, les soldes des comptes bancaires des personnes protégées ne figurent plus à l'actif du bilan sous une rubrique « comptes gérés des tiers particuliers » avec leur contrepartie au Passif à compter de l'exercice 2025.

### Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée au prix d'achat moyen pondéré.

### Dépréciation des valeurs mobilières

Les valeurs mobilières de placement ont été, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte de leur valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.

### Disponibilités en euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

### La Cotisation de retraite supplémentaire

Les anciens contrats dits « article 83 » ne sont plus commercialisés depuis la mise en place du Plan Epargne Retraite, et de sa version obligatoire en entreprise. Ainsi, pour se mettre en conformité avec la législation, l'Association a souscrit un PER Obligatoire (PEROB). Le transfert du contrat collectif de retraite « article 83 » géré alors par le groupe Malakoff Humanis, s'est opéré vers le PEROB souscrit au sein du même groupe.



### 3 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

#### 3.1 Informations relatives à l'actif

##### 3.1.1 Mouvements des postes d'immobilisations, amortissements et dépréciations

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée le cas échéant dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production.
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale.
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

Evaluation des amortissements

(Décret n° 83-1020 du 29/11/83 article 24 – 2°)

Catégorie	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	1 an
Matériels et outillages (matériel informatique)	Linéaire	2 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	8 ans



### 3.1.1.1 Tableau des immobilisations – Cadre général

	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant brut à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	13 081	-	-	13 081
Immobilisations corporelles	172 079	29 988	12 578	189 488
Immobilisations financières	33 467	-	-	33 467
<b>TOTAL</b>	<b>218 627</b>	<b>29 988</b>	<b>12 578</b>	<b>236 037</b>

### 3.1.1.2 Tableau des amortissements – Cadre général

	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	13 081	-	-	13 081
Immobilisations corporelles	130 305	18 985	12 578	136 712
Immobilisations financières	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>143 386</b>	<b>18 985</b>	<b>12 578</b>	<b>149 793</b>

### 3.1.1.3 Tableau des dépréciations

	Dépréciations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Dépréciations à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations financières	-	-	-	-
Stocks et en-cours	-	-	-	-
Créances	11 859	3 388	4 711	10 536
<b>TOTAL</b>	<b>11 859</b>	<b>3 388</b>	<b>4 711</b>	<b>10 536</b>





### 3.1.2 État des échéances des créances à la clôture de l'exercice

Créances (a)	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé	8 450	-	8 450
Créances de l'actif circulant	2 751	2 751	-
Charges constatées d'avance	17 884	17 884	-
<b>TOTAL</b>	<b>29 086</b>	<b>20 636</b>	<b>8 450</b>

### 3.1.3 Actif circulant / dépréciations

Le montant de 10 536 euros représente la provision pour dépréciation des comptes débiteurs au 31/12/2025, frais de tutelle.

### 3.1.4 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 17 884 euros au 31/12/2025 et concernant des dépenses d'exploitation



## 3.2 Informations relatives au passif

### 3.2.1 État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

Dettes <sup>(a)</sup>	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et cinq ans au plus	Échéance à plus de cinq ans
Emprunts et dettes assimilées	-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	56 118	56 118	-	-
Autres dettes	141 631	141 631	-	-
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>197 749</b>	<b>197 749</b>	-	-



### 3.2.2 Fonds associatifs

La présentation des fonds associatifs dans le bilan avant répartition est normée dans le règlement CRC 99-01.

Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel celui-ci, le résultat positif est appelé « excédent » et le résultat négatif « déficit. L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit. Chap I.1, règlement n°1999-01). Aucune distinction n'est faite entre le résultat définitivement acquis ou celui sous contrôle des tiers financeurs, soit pouvant être repris par un tiers financeur.

Une seule ligne est consacrée au résultat global de l'exercice sous la rubrique des fonds propres.

Les subventions d'investissements affectées à un bien renouvelable par l'association ou la fondation sont maintenues au passif dans les fonds associatifs avec ou sans droit de reprise (§6 du règlement n°1999-01).

#### 3.2.2.1 Variation des fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES					
Variation des fonds propres	À l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat 2023 et 2024	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture de l'exercice
	Montant global avec règlement ANC 2018-06	Montant	Montant	Montant	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	21 108				21 108
Fonds propres avec droit de reprise	-				-
Réserves	578 177	147 283			725 460
Report à nouveau	146 739	-130 197			16 542
Excédent ou déficit de l'exercice	67 099	67 099	62 489		62 489
<b>Situation nette</b>	<b>813 123</b>	<b>50 013</b>	<b>62 489</b>	<b>-</b>	<b>825 599</b>
Fonds propres consommables	-				-
Subventions d'investissement	-			-	-
Provisions réglementées	-			-	-
<b>TOTAL</b>	<b>813 123</b>	<b>50 013</b>	<b>62 489</b>	<b>-</b>	<b>825 599</b>



### 3.2.2.2 Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs.

Au 31 décembre 2025, les fonds dédiés s'élèvent à 26.041 euros et concernent :

Variation des fonds dédiés issue de subventions	À l'ouverture de l'exercice		Utilisations		A la clôture de l'exercice
	Suivi des fonds dédiés	Nouveau Fonds dédiés 2025	Montant global	dont remboursements	Montant global
Subventions d'exploitation (1)	25 334	19 224	18 516	-	26 042
Financement 2025 Matériel informatique	-	19 224	860		18 364
Financement 2024 logiciel de comptabilité	11 160	-	5 926		5 234
Financement DDCS 2020 (modernisation des équipements téléphonie et système informatique)	1 782	-	1 210		572
Financement GPEC - 2022	10 520	-	10 520		-
Fonds dédiés CNR DISTF 2022	1 872	-	-		1 872
<b>TOTAL Fonds dédiés</b>	<b>25 334</b>	<b>19 224</b>	<b>18 516</b>	<b>-</b>	<b>26 042</b>

### 3.2.2.3 Provisions pour risques et charges

Une provision de 6 158 € a été comptabilisée en 2023 afin de couvrir le droit des salariés à congés payés dont le contrat de travail est suspendu. Cette provision n'ayant plus lieu d'être, elle a fait l'objet d'une reprise en 2025.

### 3.2.2.4 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagement retraite en €	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	0	46 672	46 672



### Engagements de retraites

La méthode de calcul retenue pour l'évaluation de la provision pour Indemnités de Départ à la Retraite (IDR) est la méthode prospective (méthode des unités de crédit projetées). Elle retient comme base de salaire, le salaire de fin de carrière et les droits sont calculés à partir de l'ancienneté finale proratisée.

Les hypothèses retenues pour le calcul sont les suivantes :

- Convention collective : CCN 66
- Revalorisation des salaires de 1,5% par an,
- Taux d'actualisation de 3.55%
- Taux de charges sociales de 36,30%
- Départ volontaire à la retraite du salarié.

L'engagement actualisé à la clôture 2025 s'élève à 46 672 € charges incluses.

## 3.3 Informations relatives au compte de résultat

### 3.3.1 Détermination du résultat effectif global de l'entité

	Exercice N	Exercice N-1
RÉSULTAT COMPTABLE	62 489	67 098
EXCÉDENT OU DÉFICIT EFFECTIF GLOBAL	62 489	67 098

### 3.3.2 Résultat par activité ou établissement

Résultat comptable de l'exercice	Déficit	Excédent
1 Activité MJPM		45 956,24
2 Activité Association		941,37
3 Activité DISTF		15 591,53
Résultat de l'exercice		62 489,14



### 3.3.3 Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs) et autres informations sur les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux

Résultat comptable de l'exercice	Déficit	Excédent
Résultat comptable		62 489,14
Variation des dépenses de CP		26 933,15
Résultat de l'exercice		89 422,29

### 3.3.4 Contributions volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit.

Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Notre entité a décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature suivantes

- Le bénévolat : la valorisation a été réalisée sur la base du taux du SMIC horaire chargé
- La mise à disposition gratuite de loyers, à la valeur réelle de location.

Le bénévolat est valorisé au taux SMIC BRUT chargé

Les mises à disposition gratuite de loyer sont valorisées à leur valeur réelle

Nature de la contribution	Méthode de valorisation	Montant
Bénévolat	Taux SMIC brut avec charges patronales	3 036
Mise à disposition gratuite de loyer	Valeur réelle de location	487



### 3.3.5 Effectif

Effectif	Effectif moyen en ETP	Effectif au 31/12/25
Cadres	3,07	4
Employés	12,85	14
Mandataires judiciaires	12,71	16
TOTAL	28,63	34



